

<http://www.crifrance.com/actu-islamophobie/060-Atteinte-au-droit-des-journalistes>



Atteinte au droit des journalistes d'informer les Français et le droit des Franç

- Actu islamophobie -



Date de mise en ligne : mercredi 18 février 2009

Date de parution : 18 février 2009

Copyright © Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie - Tous droits

réservés

je ne suis pas un musulman pratiquant. Mais je suis d'origine musulmane et je ne renie ni mes origines ni celles de ma famille. S'il y a des athées musulmans, j'en suis.

Je suis totalement engagé dans la lutte pour la défense des droits civiques des citoyens français de culte musulman.

Je considère que la démocratie ce n'est pas seulement le fait de donner quelques postes de responsabilités à des Musulmans afin qu'ils mènent une politique anti-musulmane et islamophobe, mais que c'est aussi l'obligation de tenir compte de toutes les sensibilités présentes dans notre pays, y compris la sensibilité musulmane et y compris en politique

internationale et plus particulièrement en ce qui concerne la Palestine.

Cette attitude de principe n'est pas acceptée par les institutions étatiques. J'ai fait l'objet dans le passé de très graves abus de pouvoir : perte de mon emploi, internement, procès abusif, internement psychiatrique sans aucun fondement médical, tentative d'assassinat par

refus de me donner les soins cardiaques d'urgence prescrits par un médecin lors de la garde à vue, sanctions financières...

Voilà que cela recommence.

Parce que ma position rend plus crédible ma critique de l'islamophobie de l'État français. Alors, on voudrait me terroriser voire m'éliminer.

Je m'engage devant vous à continuer, malgré les menaces, les

intimidations et les coups à défendre mes convictions et mon action pour la défense des droits civiques des Français de culte musulman et aussi la défense de tous des défavorisés de la société française. Je suis en train de préparer un livre sur l'islamophobie institutionnelle de l'État français et je prépare une plainte contre l'État français devant le Haut Conseil des droits de l'homme pour islamophobie institutionnelle.

Je le fais parce que je sais qu'aujourd'hui, c'est moi, demain ce sera d'autres ([lire cet article](#))

Je vous prie de prendre connaissance de la pièce jointe : la lettre ouverte que j'adresse aux ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Soyons fermes et sûrs de notre bon droit.



Lettre aux ministres Dati et Alliot-Marie